

## Guinée/Présidentielle Condé : "un tour KO" !

AFP  
Conakry/Guinée

*Ses adversaires espéraient "un tour dehors". Ses partisans, une victoire dès le premier tour. C'est ce succès-là que vient d'obtenir le président sortant Alpha Condé. Une réélection accueillie dans le calme. Mais l'opposition promet des manifestations.*

LE président guinéen sortant Alpha Condé a été déclaré samedi vainqueur au premier tour de la présidentielle, une réélection contestée par l'opposition, qui compte manifester "le moment venu", mais dans l'immédiat les deux camps affichaient leur volonté d'apaisement.

A l'étonnement de nombreux habitants de la capitale, rentrés chez eux par appréhension des violences post-électorales chroniques en Guinée, un calme relatif régnait à Conakry depuis l'annonce des résultats samedi soir. La Commission électorale a proclamé Alpha Condé élu au premier tour avec 57,85% des suffrages exprimés, soit 2 285 827 voix, devant le chef de l'opposition Cellou Dalein Diallo, à 31,44% (1.242.362 voix), les six autres candidats étant totalement distancés.

Dénonçant une fois de plus une "mascarade", M. Diallo a annoncé renoncer à saisir la Cour constitutionnelle, institution dont il conteste l'indépendance. En revanche, le chef de l'opposition a précisé qu'il appellerait, "le moment venu, les autres candidats et tous les citoyens qui sont

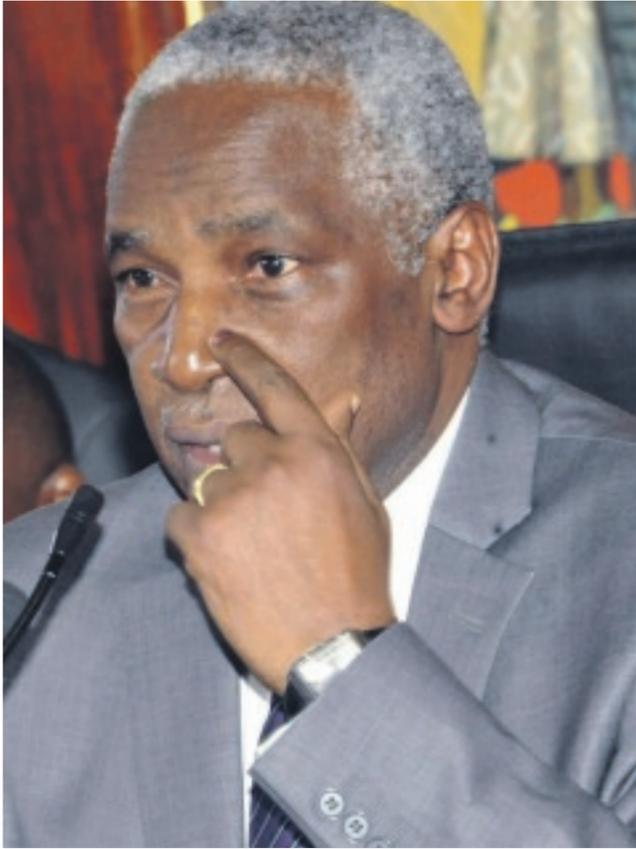


Photo : AFP

**Le président de la Commission électorale, Bakary Fofana, annonçant les résultats donnant Alpha Condé vainqueur de la présidentielle en Guinée.**

les vraies victimes de ce hold-up électoral à organiser, conformément à la loi, des manifestations pacifiques".

"En attendant, je demande à tous les Guinéens de faire preuve de retenue et d'éviter toute forme de violence", a-t-il conclu.

Préventivement, le gouverneur de Conakry a exhorté la population "à la retenue, à éviter toute manifestation de joie dans la rue". Et le parti au pouvoir a appelé "ses militants à s'abstenir de toute manifestation de joie dans la rue et dans les lieux publics".

Les Guinéens ont voté dans le calme le 11 octobre, mais sous tension, la

campagne de M. Condé visant une réélection au premier tour. Une performance jugée par ses adversaires irréalisable sans fraude caractérisée, cinq ans après sa victoire sur le fil au second tour sur Cellou Dalein Diallo.

Le président Condé tablait pour l'emporter sur son bilan : réforme de l'armée et de la justice, achèvement du barrage hydro-électrique de Kaléta, transparence sur l'attribution aux sociétés minières des contrats d'exploitation des précieuses ressources du pays (bauxite, minerai de fer...).

Ses détracteurs l'accusent de mauvaise gestion, lui

reprochant notamment son échec face à l'épidémie d'Ebola depuis décembre 2013 - deux nouveaux cas ont été signalés cette semaine, alors que les pays voisins n'en comptent plus aucun - d'autoritarisme et d'attiser les tensions ethniques. **RENTREE DES CLASSES REPORTEE** • "On s'attendait tous à cela", a confié Harouna Condé, militant du parti au pouvoir. "Il méritait d'être plébiscité encore une fois à la tête de la nation", a-t-il estimé.

L'opposition a incriminé la participation record enregistrée dans les bastions de M. Condé (20 points de plus que la moyenne nationale de 68,36% dans sa région d'origine), favorisée selon elle par des décisions de la Commission électorale assouplissant les règles de vote en plein scrutin, ainsi que des inégalités géographiques dans la distribution des cartes d'électeur.

Mais elle risque d'avoir du mal à se faire entendre, les recours judiciaires en matière électorale, auxquels l'invite la communauté internationale, n'ayant jamais abouti en Guinée.

Rappelant qu'il s'agissait "de résultats encore provisoires qui devront être validés par la Cour constitutionnelle", le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu pour l'Afrique de l'Ouest, Mohamed Ibn Chambas, a encouragé "fortement tous les acteurs qui souhaitent les contester à user du droit de recours" prévu par la Constitution et le Code électoral.

Présent à Conakry, le responsable de l'Onu a de-

mandé "instamment" dans un message vidéo diffusé samedi soir "à tous les leaders politiques et à leurs partisans de faire preuve de retenue et de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de violence, y compris verbale".

Le porte-parole du candidat Alpha Condé, Albert Damantang Camara, a déploré l'attitude de l'opposition, jugeant "incompréhensible que, de but en blanc, sans avoir même essayé un quelconque recours que ce soit, on déclare vouloir manifester dans la rue pour revendiquer ses droits".

"Il y a une Cour constitutionnelle, celle-là même qui vient d'être mise en place, qui n'a pratiquement jamais fonctionné", a-t-il souligné, s'étonnant "qu'on puisse douter a priori de sa compétence ou de son impartialité".

Par ailleurs, la rentrée scolaire, prévue ce lundi, a été reportée de trois semaines, au 9 novembre, le ministère de l'Enseignement, les représentants des parents d'élèves et des enseignants estimant, compte tenu des tensions autour des résultats électoraux, "plus prudent de garder les enfants à la maison", selon le gouvernement.

La présidentielle de 2010 et les législatives de 2013 avaient été entachées par des violences et accusations de fraude.

Ancien opposant, Alpha Condé est le premier président démocratiquement élu de cette ex-colonie française d'Afrique de l'Ouest, dirigée jusqu'alors par des pouvoirs autoritaires ou dictatoriaux.

### L'Afrique en bref

• **Burundi/Troubles.** L'UA annonce une enquête



Photo : AFP

L'Union africaine (UA) a annoncé samedi le lancement d'une enquête sur les violations des droits de l'Homme au Burundi et a appelé à la mise en place de sanctions ciblées contre ceux qui "contribuent à la persistance de la violence".

• **Congo/Troubles.** Quatre manifestants anti-référendum blessés par balles

Quatre manifestants opposés au référendum constitutionnel devant permettre au président congolais Denis Sassou Nguesso de se représenter en 2016 ont été grièvement blessés par balles samedi à Pointe-Noire, dans le sud du Congo.

• **Côte d'Ivoire/Mina.** Une "Journée nationale de deuil"

Le président ivoirien Allassane Ouattara a décrété le samedi 24 octobre "Journée nationale de deuil" en hommage aux 52 Ivoiriens tués et 7 autres disparus dans la bousculade du 24 septembre à Mina, près de la Mecque, ont annoncé samedi des responsables ivoiriens.

• **Nigeria/Islamistes.** Un kamikaze abattu par des soldats

Des soldats ont abattu hier une kamikaze, avant qu'elle ne se fasse exploser, devant une base militaire de Maiduguri, fief historique des islamistes de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, ont rapporté un responsable militaire et un milicien.

### A travers le monde

• **Allemagne-Turquie/Migrations.** Ankara salue une "meilleure approche" de l'UE



Photo : AFP

La chancelière allemande Angela Merkel s'est entretenue hier à Istanbul avec son homologue turc Ahmet Davutoglu, qui a salué la "meilleure approche" de l'UE en matière d'accueil des migrants alors que des centaines continuent d'arriver en Slovénie après la fermeture de la frontière hongro-croate.

• **Syrie/Conflit.** Le chef du groupe Khorasan tué ?

Le chef du groupe dit Khorasan, Sanafi al-Nasr, a été tué lors d'une frappe aérienne de la coalition anti-jihadistes dirigée par les Etats-Unis jeudi dans le nord-ouest de la Syrie, a affirmé le Pentagone hier.

## Egypte/Politique Coup d'envoi des législatives

AFP  
Le Caire/Egypte

*Le scrutin, étalé sur un mois et demi, devrait permettre de renforcer les pouvoirs du président Abdel Fattah al-Sissi.*

LES Egyptiens votaient hier pour élire un Parlement qui va renforcer la mainmise du président Abdel Fattah al-Sissi sur le pays en l'absence de toute opposition, violemment réprimée depuis qu'il a destitué son prédécesseur islamiste Mohamed Morsi il y a plus de deux ans.

Le seul enjeu de ce scrutin joué d'avance qui s'étale sur un mois et demi sera la participation, selon les experts : elle permettra de savoir si le quasi-culte de la personnalité dont jouit l'ex-



Photo : AFP

**Le pouvoir du président Abdel Fattah al-Sissi devrait se trouver renforcé au sortir des législatives qui ont débuté hier.**

chef de l'armée depuis qu'il a mis une fin brutale à l'éphémère pouvoir civil des Frères musulmans de M. Morsi, s'effrite ou non dans un pays dont l'économie est en déliquescence. Dans le bureau de vote installé dans une école primaire du quartier de

Haram, au cœur de la capitale, une quarantaine d'électeurs sont entrés dans le calme à l'ouverture, les femmes d'un côté, les hommes de l'autre.

"Ce sera le Parlement du président", estime sans ambages Hazem Hosny, professeur de Sciences

politiques à l'université du Caire. "Une chambre d'enregistrement", renchérissent unanimes politologues et diplomates interrogés par l'AFP.

**L'OPPOSITION ERADIQUEE** • Car après avoir destitué le 3 juillet 2013 M. Morsi, le pouvoir de M. Sissi a tué plus de 1 400 manifestants islamistes réclamant le retour de leur président, le premier élu démocratiquement en Egypte, et emprisonné plus de 15 000 partisans des Frères musulmans. Des centaines, à l'instar de M. Morsi, ont été condamnés à mort dans des procès de masse expéditifs dénoncés par l'Onu.

Après avoir éradiqué les Frères musulmans, principale force d'opposition depuis près de neuf décennies, le nouveau régime a fait interdire et ré-

primer violemment toute manifestation de l'opposition laïque et libérale, interpellant les principales figures de la jeunesse qui mena la révolte de 2011 ayant entraîné la chute de Hosni Moubarak.

Ce scrutin se déroule donc en l'absence de toute opposition et les innombrables affiches de candidats qui couvrent les murs de la capitale ne montrent que des candidats soutenant Sissi. Les législatives, les premières depuis la dissolution en juin 2012 du Parlement dominé par les Frères musulmans, se déroulent ainsi dans une quasi-indifférence. Une majorité d'Egyptiens, ravis de la reprise en main du pays par un "homme fort" après trois années de chaos politique, estime en effet que le Parlement ne jouera qu'un rôle très marginal.